

SUIVI DES AIDES VERSÉES AUX ENTREPRISES DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Données pour le département : "Seine-Saint-Denis"



Depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19, l'État et les Régions ont mis en place un fonds de solidarité pour prévenir la cessation d'activité des petites entreprises, micro-entrepreneurs, indépendants et professions libérales, particulièrement touchés par les conséquences économiques de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



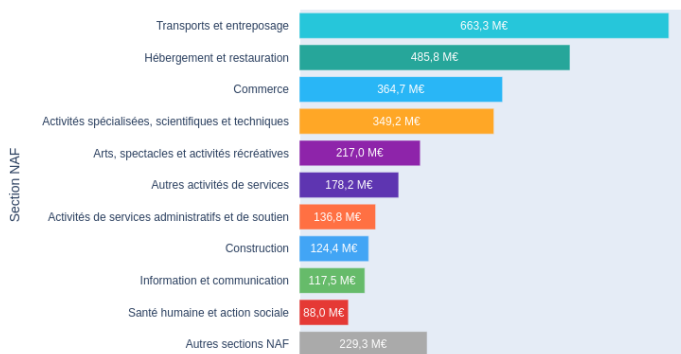
Montant total : 11 655 699 213 euros

Nombre d'aides : 6 267 762

Nombre d'entreprises : 1 892 271

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



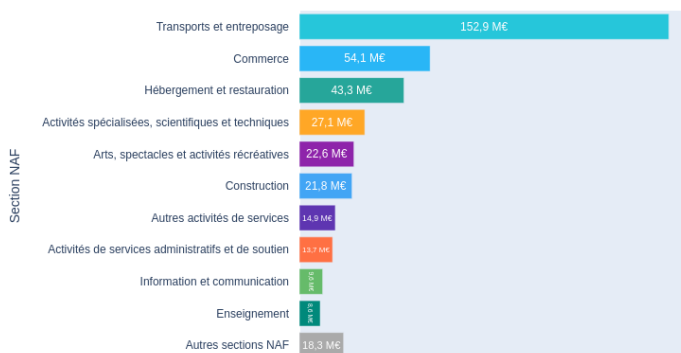
Montant total : 2 954 136 835 euros

Nombre d'aides : 1 506 905

Nombre d'entreprises : 393 923

Niveau Départemental : Seine-Saint-Denis

Top 10 des aides du fonds de solidarité
ventilées par code section NAF (en M€)



Montant total : 386 824 941 euros

Nombre d'aides : 200 371

Nombre d'entreprises : 47 590



Le Gouvernement met en oeuvre un dispositif exceptionnel de garanties permettant de soutenir le financement bancaire des entreprises, à hauteur de 300 milliards d'euros.
Les entreprises peuvent désormais contracter un prêt jusqu'au 30 juin 2021 au lieu du 31 décembre 2020.
Les données utilisées proviennent de la DG Trésor et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)

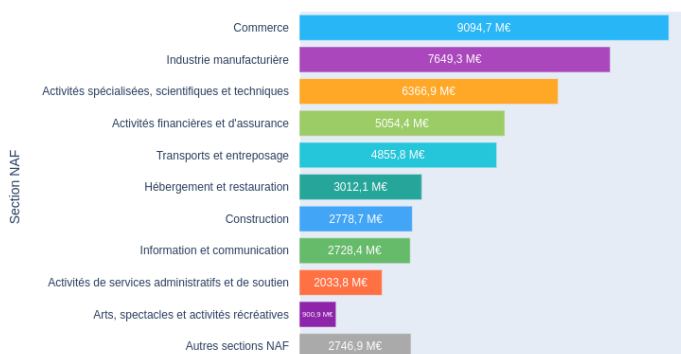


Montant total : 128 385 561 324 euros

Nombre de prêts : 635 156

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 47 221 981 192 euros

Nombre de prêts : 134 854

Niveau Départemental : Seine-Saint-Denis

Top 10 des prêts garantis par l'Etat
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 6 779 556 502 euros

Nombre de prêts : 12 161



Le Gouvernement a annoncé le report des principales échéances fiscales des professionnels afin de tenir compte de leurs difficultés liées à la crise sanitaire de la COVID-19.

Les données utilisées proviennent de la DGFIP et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 3 199 614 200 euros

Nombre de reports : 96 694

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 1 051 569 214 euros

Nombre de reports : 13 666

Niveau Départemental : Seine-Saint-Denis

Top 10 des reports d'échéances fiscales
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 56 676 731 euros

Nombre de reports : 999



Le Conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants (CPSTI) met en place une aide financière exceptionnelle à destination de tous les commerçants et les artisans qui sont en activité au 15 mars 2020 et ont été immatriculés avant le 1er janvier 2019.

Les données utilisées proviennent de l'URSSAF et sont disponibles en open data sur data.gouv.fr

Niveau National

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 971 888 425 euros

Nombre d'aides : 1 188 713

Niveau Régional : Île-de-France

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 122 457 218 euros

Nombre d'aides : 159 189

Niveau Départemental : Seine-Saint-Denis

Top 10 des aides CPSTI
ventilés par code section NAF (en M€)



Montant total : 10 764 956 euros

Nombre d'aides : 15 469



L'activité partielle permet à l'employeur en difficulté de faire prendre en charge tout ou partie du coût de la rémunération de ses salariés. L'activité partielle s'adresse à tous les salariés qui subissent une baisse de rémunération imputable soit à une réduction de l'horaire de travail pratiqué dans l'établissement ou partie de l'établissement en deçà de la durée légale de travail, soit à une fermeture temporaire de tout ou partie de l'établissement. Les données utilisées proviennent de la DARES

Niveau National



Nombre de demandes : 189 455

Nombre de salariés : 936 960

Heures demandées : 49 649 310

Niveau Régional : Île-de-France



Nombre de demandes : 55 160

Nombre de salariés : 344 555

Heures demandées : 22 972 260